

1. Chronique Procédures contentieuses (décisions de juin à octobre 2013), JCP A 2013, 2369 à 2377.

« Unification du régime des interventions », note sous CE, Sect., 25 juill. 2013, Ofpra, n° 350661, Lebon.

« Aide juridictionnelle : deux précisions sur l'effet interruptif de la demande », obs. sous CE, avis, 28 juin 2013, Davodi, n° 363460, Lebon T.

« Frais d'expertises : nature de l'ordonnance de taxation et du recours ouvert à son encontre », obs. sous CE 7 oct. 2013, Sté TP Ferro Concesionaria, n° 356675, Lebon T.

« Une seule invitation à régulariser suffit », obs. sous CE 12 juil. 2013, Office public de l'habitat « Grand Lyon Habitat », n° 357134, Lebon T.

« Défaut de consultation du Conseil d'État : un moyen d'ordre public », obs. sous CE 17 juil. 2013, Synd. National des professionnels de santé au travail, n° 358109, Lebon T.

« Notion d'acte détachable d'une procédure judiciaire : le refus d'effacer les données d'un fichier d'antécédents judiciaires relève du juge administratif », obs. sous CE 17 juil. 2013, Elkaim, n° 359417, Lebon T.

« Compétence du Conseil d'État – compétence du Conseil d'État = compétence du tribunal administratif », obs. sous CE 23 oct. 2013, n° 331098, Pionneau, Lebon T.

« L'intervenant ne peut exercer un pourvoi que s'il aurait eu qualité pour former une tierce opposition : illustration dans le contentieux de l'aménagement », obs. sous CE 17 juil. 2013, Communauté d'agglomération du Douaisis, n° 347089, Lebon T.

« QPC contre une disposition déclarée inapplicable au titre de la jurisprudence "état d'urgence en Nouvelle-Calédonie" », obs. sous CE 25 juil. 2013, Stés Allianz IARD et Allianz Vie, n° 336345, Lebon T.

2. Chronique Procédures contentieuses (décisions de décembre 2013 à février 2014), JCP A 2014, 2218 à 2225.

« Théorie de la connaissance acquise : vous avez dit moribonde ? », note sous CE 11 déc. 2013, N'Dre Regnault, n° 365361, Lebon.

« Faculté de rejeter par ordonnance un recours en rectification d'erreur matérielle », obs. sous CE 27 nov. 2013, Kougacian, n° 363388, Lebon T.

« Les lettres aux professionnels de santé de l'Agence du médicament sont des décisions faisant grief », obs. sous CE 4 oct. 2013, Sté Les laboratoires Servier, n° 356700, Lebon T.

« Absence de décision préalable : une régularisation imminente n'empêche pas un rejet pour irrecevabilité », obs. sous CE 4 déc. 2013, Meliane, n° 354386, Lebon T.

« Les moyens d'appel présentés en cassation n'ont pas à être visés par le juge de renvoi », obs. sous CE 29 oct. 2013, Jeannin, n° 348682, Lebon T.

« Toute faute ne mérite pas sanction (à propos de l'office des juridictions disciplinaires) », obs. sous CE 10 févr. 2014, Ministre des affaires sociales et de la santé c/ Delan, n° 360382, Lebon.

« Appel formé sans avocat : la cour peut rejeter la requête avant l'expiration du délai de recours », obs. sous CE 17 déc. 2013 Bois, n° 363690, Lebon T.

« Déchéance quadriennale : point de départ du délai pour les dommages résultant de l'existence d'un ouvrage public », obs. sous CE 6 nov. 2013, Dezeuze, n° 354931, Lebon.

3. Chronique Contentieux administratif (décisions de mars à juin 2014), JCP A 2014, 2329.

« Un recours Tropic élargi, une détachabilité en recul : la redéfinition de l'accès des tiers au juge administratif dans le contentieux contractuel » : CE, Ass., 4 avr. 2014, Dépt de Tarn-et-Garonne, n° 358994, Lebon.

« Intérêt à agir des syndicats de fonctionnaires : application de la jurisprudence à un syndicat de magistrats administratifs » : CE, 12 mars 2014, Syndicat de la juridiction administrative, n° 371841, Lebon T.

« Report d'audience : la juridiction est liée par les règles qu'elle a établi » : CE 18 juin 2014, Bochorishvili, n° 367725, Lebon T.

« Annulation d'une décision suspendue en référé : possibilité de prolonger provisoirement les effets de la suspension » : CE, 14 mai 2014, Société Addmedica, n° 363195, Lebon T.

« Pourvoi incident : la notion de "litige distinct" dans le contentieux de la responsabilité extra-contractuelle » : CE, 11 avr. 2014, n° 357153, Commune de Dieudonné, Lebon T.

Quelle voie de recours contre le jugement fixant, après un référé-provision, le montant définitif de la dette ? » : CE, 4 juin 2014, Meunier, n° 364445, Lebon T.

« Référé-provision : le juge n'a pas à tenir compte d'une créance détenue par le défendeur sur le demandeur » : CE, 18 juin 2014, Société Electricité de France, n° 372803, Lebon T.

4. Chronique Contentieux administratif (décisions de juillet à septembre 2014), JCP A 2015, 2029.

« Pas d'Estoppel dans le contentieux de l'excès de pouvoir » : CE 2 juil. 2014, Sté Pace Europe, n° 368590, Lebon.

« Droit de la propriété intellectuelle : incompétence de la juridiction administrative même en présence d'un marché public » : TC 7 juil. 2014, Minisini c/ Département de Meurthe-et-Moselle, n° 3955, Lebon.

« L'intérêt à agir d'un groupement s'apprécie au regard de l'objet de l'acte attaqué » : CE 30 juil. 2014, La Cimade, n° 375430, Lebon.

« Recours d'un syndicat contre une décision individuelle concernant un fonctionnaire » : CE 23 juil. 2014, Fédération des fonctionnaires, n° 362559, Lebon T.

« Obligation d'appeler à l'instance une personne intéressée » : CE 2 juil. 2014, Gerin, n° 366150, Lebon T.

« Un médecin de l'AP-HP peut être expert dans un litige impliquant l'AP-HP » : CE 23 juil. 2014, Kacem, n° 352407, Lebon T.

« Extension des possibilités de jugement par voie d'ordonnance présidentielle » : CE 16 juil. 2014, Talbaux, n° 362230, Lebon T. ; CE 23 juil. 2014, Fédération des fonctionnaires, n° 362559, Lebon T. ; CE 29 sept. 2014, Ngalo Bolima, n° 374256, Lebon T.

« Maintien provisoire des effets d'un acte annulé » : CE 23 juil. 2014, Sté Octapharma France, n° 349717, Lebon.

« Intérêt d'un intervenant à former un recours en cassation : application à une autorisation administrative de licenciement » : CE 2 juil. 2014, Sté CIE Compiègne, n° 361502, Lebon T.

« La liberté de se marier est une liberté fondamentale » : CE, 9 juil. 2014, Mbaye, n° 382145, Lebon T.

5. Chronique Contentieux administratif (décisions d'octobre à décembre 2014), JCP A 2015, 2103.

« Production tardive : quand faut-il rouvrir l'instruction ? » : CE, Sect., 5 déc. 2014, n° 340943, Lassus, Lebon.

« Articulation de l'instance devant une JAS répressive et de la procédure devant une juridiction pénale » : CE, Ass., 30 déc. 2014, Bonnemaïson, n° 381245, Lebon.

« Le défendeur peut présenter des conclusions relatives aux frais irrépétibles après la décision du requérant de se désister » : CE 3 déc. 2014, Spicher-Bernier, n° 363846, Lebon T.

« La question de constitutionnalité peut être plus prioritaire que la question de recevabilité » : CE 21 nov. 2014, Sté Mutuelle des Transports Assurances, n° 384353, Lebon T.

« Conclusions du rapporteur public » : CE, 15 oct. 2014, Sté Geciotel, n° 365074, Lebon T. ; CE 20 oct. 2014, Cne de Rueil-Malmaison, n° 371493, Lebon T. ; CE 24 oct. 2014, SCI du château de Festieux, n° 366857, Lebon T.

« Les membres du Conseil d'État bénéficient des garanties d'indépendance et d'impartialité (selon le Conseil constitutionnel) » : Cons. const., 24 oct. 2014, n° 2014-423 QPC, M. Stéphane R. et autres

« Conséquences de l'annulation d'un acte détachable d'un contrat de droit privé » : CE 29 déc. 2014, Cne d'Uchaux, n° 372477, Lebon.

« Présomption d'urgence pour la demande de suspension d'un arrêté de cessibilité » : CE 5 déc. 2014, Le Breton, n° 369522, Lebon T.

6. Chronique Contentieux administratif (décisions de janvier à mars 2015), JCP A 2015, 2246.

« Les contrats de recrutement d'agents publics peuvent toujours faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir » : CE, 3 févr. 2015, Cne d'Aix-en-Provence et Joissains, n° 373520, Lebon

« Fin de la jurisprudence "Société Entreprise Peyrot" » : TC, 9 mars 2015, Rispal c/ Sté des Autoroutes du Sud de la France, n° 3984, Lebon

« Recevabilité des conclusions aux fins d'annulation partielle d'une autorisation d'urbanisme » : CE, Sect., 13 mars 2015, Ciaudo, n° 358677, Lebon

« Production de pièces anonymisées par l'administration » : CE, Sect., 4 févr. 2015, Élections municipales de Vénissieux, n° 385555, Lebon

« L'observateur qui se retrouve partie » : CE 24 févr. 2015, Asso. des producteurs de cinéma et autres et Fédération communication conseil culture F3C, n° 370629, Lebon T. ; CE 30 mars 2015, Kosciusko-Morizet, n° 387322, Lebon T.

« Office du juge de l'exécution en cas d'éléments révélés ou produits postérieurement au jugement à exécuter » : CE, 23 mars 2015, Veysset, n° 366813, Lebon

« L'État peut être condamné à verser une astreinte... à l'État » : CC, déc. n° 2014-455 QPC du 6 mars 2015, M. Jean de M. [Possibilité de verser une partie de l'astreinte prononcée par le juge administratif au budget de l'État]

« Le juge du référé-mesures utiles ne peut ordonner l'adoption de dispositions réglementaires » : CE, Sect., 27 mars 2015, Section française de l'Observatoire international des prisons, n° 385332, Lebon

« Récusation d'un juge des référés » : CE, ord. 6 févr. 2015, SARL Les Productions de la Plume et M. M'Bala M'Bala, n° 387757, Lebon T.

7. Chronique Contentieux administratif (décisions d'avril à juin 2015), JCP A 2015, 2305.  
« Appréciation de l'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme » : CE, 10 juin 2015, Brodelle, n° 386121, Lebon  
« Connaissance acquise : application à des conclusions nouvelles » : CE, 17 avril 2015, Stade Toulousain Rugby, n° 375685, Lebon T.  
« Pas d'*amicus curiae* pour des appréciations d'ordre juridique » : CE, 6 mai 2015, Caous, n° 375036, Lebon  
« Conditions de renvoi d'une question préjudicielle » : CE, 1<sup>er</sup> juin 2015, Fédération UNSA spectacle et communication, n° 369914, Lebon T.  
« Les décisions du juge du DALO doivent être exécutées ! » : CEDH, 9 avril 2015, Tchokontio Happi c/ France, n° 65829/12  
« Contrôle sur la dispense de conclusions du rapporteur public » : CE 1<sup>er</sup> avril 2015, Eloku Mboyo, n° 377318, Lebon T.  
« Avocat défaillant en appel et aide juridictionnelle » : CE, 9 avril 2015, Hassine, n° 378595, Lebon T.  
« Béziers II et référé-suspension : mode d'emploi » : CE 17 juin 2015, Sté Les Moulins, n° 389044, Lebon T.  
« Référé-mesures utiles : pas d'ordonnance de tri après l'engagement d'une procédure contradictoire » : CE, 27 mai 2015, Aubert, n° 386195, Lebon T.

8. Chronique Contentieux administratif (décisions de juillet à septembre 2015), JCP A 2016, 2069.

« Compétence pour l'*exequatur* d'une sentence arbitrale rendue à l'étranger » : Civ. 1<sup>ère</sup>, 8 juil. 2015, Société Ryanair Limited et autres, n° 13-25.846, Bull. civ. I  
« Modification de l'affectation ou des tâches d'un agent public : mesures d'ordre intérieur, sauf si... » : CE, Sect., 25 sept. 2015, Bourjolly, n° 372624, Lebon  
« Procédure de l'avis technique : deuxième application par le Conseil d'État » : CE 22 juil. 2015, Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes et autres, n° 374114, Lebon T.  
« Comment récuser un rapporteur public sans connaître son identité ? » : CE 20 juil. 2015, Cne de Lattes et Urban, n° 371469, Lebon T.  
« Contentieux de la responsabilité : le juge peut enjoindre à l'administration de faire cesser le préjudice » : CE 27 juil. 2015, Baey, n° 367484, Lebon  
« Référé-liberté : le juge peut ordonner des mesures d'organisation du service » : CE, ord., 30 juillet 2015, Section française de l'observatoire des prisons (OIP-SF) et ordre des avocats au barreau de Nîmes, n° 392043, Lebon  
« Demande de réexamen pour assurer l'exécution d'une ordonnance de référé » : CE, 27 juil. 2015, AP-HP, n° 389007, Lebon  
« Référé-provision pour une créance arrêtée dans un précédent jugement » : CE 27 juil. 2015, Le Bihan, n° 373057, Lebon T.

9. Chronique Contentieux administratif (décisions d'octobre à décembre 2015), JCP A 2016, 2116.

« Contrôle des actes relevant du service public de la justice : retour aux sources » : TC, 12 oct. 2015, Hoareau, n° 4019, Lebon

« Intérêt à agir d'une association nationale contre une décision locale » : CE, 4 nov. 2015, Ligue des Droits de l'Homme, n° 375178, Lebon

« Équipement informatique des détenus : quelle frontière entre actes décisifs et mesures d'ordre intérieur ? » : CE, 9 nov. 2015, Dos Santos Pedro, n° 383712, Lebon T. CE, 9 nov. 2015, Dos Santos Pedro, n° 380982, Lebon T.

« La fin d'une exception : l'impossibilité de joindre les requêtes dans le contentieux fiscal » : CE, Sect., 23 oct. 2015, Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget c/ Chehboun, n° 370251, Lebon

« Appel contre une sentence arbitrale : pas d'Estoppel » : CE, 23 déc. 2015, Territoire des Iles Wallis-et-Futuna, n° 376018, Lebon

« Le chassé-croisé des référés d'urgence » : CE, ord., 9 oct. 2015, Cne de Chambourcy, n° 393895, Lebon CE, 23 oct. 2015, Selarl Docteur Debray, n° 383938, Lebon T.

« Référé-liberté contre des assignation à résidence : reconnaissance d'une présomption d'urgence et premier renvoi d'une QPC en référé » : CE, Sect., 11 décembre 2015, Gauthier, n° 394990, Lebon CE, Sect., 11 décembre 2015, Domenjoud, n° 395009, Lebon

« Référé-liberté pour assurer l'hygiène et la salubrité dans un bidonville : le cas de la jungle de Calais » : CE, ord., 23 nov. 2015, Ministre de l'intérieur et Commune de Calais, n° 394540, Lebon

« Les remèdes à l'inexécution d'une ordonnance de référé : l'affaire de la mosquée de Fréjus » : CE, ord., 9 nov. 2015, Association musulmane El Fath, n° 394333, Lebon T. CE, ord., 19 janv. 2016, Association musulmane El Fath, n° 396003, Lebon

#### 10. Chronique Contentieux administratif (décisions de janvier à mars 2016), JCP A 2016, 2240.

« Recours contre les actes de "droit souple" des autorités de régulation » : CE, Ass., 21 mars 2016, Sté NC Numericable, n° 390023, Lebon ; CE, Ass., 21 mars 2016, Sté Fairvesta International GmbH, n° 368082, Lebon

« Intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme : appréciation stricte ou restrictive ? » : CE, 10 févr. 2016, Peyret, n° 387507, Lebon T. ; CE, 13 avr. 2016, Bartolomei, n° 389798, Lebon

« Dérogation à la jurisprudence "Préfet de l'Eure" en matière contractuelle » : CE, 24 févr. 2016, Dépt de l'Eure, n° 395194, Lebon CE, 3 févr. 2016, Hôpital de Prades, n° 388643, Lebon T.

« Pas de "connaissance acquise" en cas de saisine d'une juridiction incompétente : CE, 25 mars 2016, Mission locale régionale de Guyane, n° 387755, Lebon T.

« Sort d'une question préjudicielle en cas de désistement du requérant » : CE, 16 mars 2016, Asso. nationale des opérateurs détaillants en énergie, n° 369417, Lebon T.

« Demande d'exécution d'un jugement : quelle juridiction est compétente en cas d'exercice d'une voie de recours ? » : CE, 24 févr. 2016, Fournaise, n° 391296, Lebon T.

« Référé-mesures utiles : fin de la récréation » : CE, Sect., 5 févr. 2016, Benabdellah, n° 393540, Lebon

#### 11. Chronique Contentieux administratif (décisions d'avril à juin 2016), JCP A 2016, 2306.

« Connaissance acquise en cas de recours contre un permis de construire » : CE, 15 avr. 2016, Marcon, 375132, Lebon

« Recours gracieux contre un règlement : quelle incidence de l'absence de mention des voies et délais de recours ? » : CE, 8 juin 2016, Derenemesnil, n° 387547, Lebon T.

« Sens des conclusions du rapporteur public : quelle information donner aux parties ? » : CE, 4 mai 2016, Delay, n° 380548, Lebon T. et CE, 30 mai 2016, Rollet, n° 381274, Lebon T.

« Le nouveau contrôle de conventionnalité » : CE, ass., 31 mai 2016, Gonzalez Gomez, n° 396848, Lebon

« Ordre de réintégrer un agent public : quel office pour le juge de l'exécution ? » : CE, 13 juin 2016, Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP - HP), n° 396691, Lebon T.

« Qui peut se plaindre du défaut de réponse à un moyen ? » : CE, 4 avr. 2016, Sté Unibeton, n° 394196, Lebon T.

« Référé-liberté contre une décision : la décision n'a pas à être produite » : CE, 4 mai 2016, Da Cunha, n° 396332, Lebon T.

« Référé-suspension : une utilisation remarquable du pouvoir d'injonction » : CE, ord., 13 juin 2016, Société Menarini France, n° 399765, Lebon T.

« Clôture de l'instruction : des règles différentes pour les référés d'urgence et les référés ordinaires » : CE, 2 mai 2016, Ministre de l'intérieur c/ Société Guy Dauphin Environnement, 385545, Lebon T. CE, 20 mai 2016, Société O Rêve, n° 391104, Lebon T.

## 12. Chronique Contentieux administratif (décisions de juillet à septembre 2016), JCP A 2017, 2053.

« Recours indemnitaire pour durée excessive d'une procédure : dans quels cas prendre en compte la phase administrative préalable ? » : CE, 13 juil. 2016, Jarraud, n° 389760, Lebon T

« Une décision non notifiée dans les formes ne peut plus être contestée indéfiniment » : CE, Ass., 13 juillet 2016, Czabaj, n° 387763, Lebon

« Demande de délai supplémentaire pour produire : le juge n'est tenu ni d'y faire droit, ni de motiver un refus » : CE, 19 sept 2016, Perron, n° 383781, Lebon T.

« Nouvelle QPC contre le monopole des avocats aux Conseils » : CE, 28 sept. 2016, Boda, n° 397231, Lebon T.

« Quelle injonction d'exécution pour une décision susceptible de régularisation ? » : CE, sect., 1<sup>er</sup> juil. 2016, Cne d'Emerainville et syndicat d'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée-Val-Maubuée, n° 363047, Lebon

« Les conséquences de l'annulation d'une décision constatant la perte de validité d'un permis de conduire » : CE, 22 juil. 2016, Ministre de l'intérieur c/ Bertrand, n° 382251, Lebon

« Demande de sursis à exécution formée par un intervenant de première instance contre un jugement ordonnant la communication de documents le concernant » : CE, 22 juil. 2016, Société Eoliennes en mer îles d'Yeu et de Noirmoutier, n° 399942, Lebon T.

« Pas de recours en interprétation pour corriger une erreur contenue dans un jugement » : CE, 27 juil. 2016, Duc, n° 388098, Lebon T.

« Hébergement d'urgence en référé-liberté : quelles sont les collectivités publiques et les personnes concernées ? » : CE, sect., 13 juil. 2016, Ministre des affaires sociales et de la santé c/ Rumija, n° 400074, Lebon ; CE, 27 juil. 2016, Département du Nord c/ Badiaga, n° 400055, Lebon

## 13. Chronique Contentieux administratif (décisions d'octobre à décembre 2016), JCP A 2017, 2125.

« Recours pour excès de pouvoir contre l'acte d'approbation d'un contrat » : CE, 23 déc. 2016, Association Etudes et consommation CFDT du Languedoc-Roussillon et Association ATTAC Montpellier, n° 392815, Lebon T.

« L'ouverture contenue du recours pour excès de pouvoir contre le rescrit fiscal » : CE, sect., 2 déc. 2016, Ministre des finances et des comptes publics c/ Sté Export Press, n° 387613, Lebon

« Possibilité de discuter l'objectivité d'une expertise amiable » : CE, 23 déc. 2016, Davillé, n° 401066, Lebon T.

« Le juge face au secret » : CE, 21 oct. 2016, Union départementale CGT d'Ille-et-Vilaine, n° 392711, Lebon T. ; CE, 17 oct. 2016, Commune d'Hyères-les-Palmiers et Maestracci, n° 400172, Lebon T. ; CE, ord., 23 déc. 2016, Section française de l'observatoire international des prisons, n° 405791, Lebon T.

« Plein contentieux du RSA : office du juge et injonction conditionnelle » : CE, sect., 16 déc. 2016, Guionnet, n° 389642, Lebon

« Conséquences d'une décision d'admission à l'aide juridictionnelle sur l'interruption du délai de recours et la prise en charge des frais d'expertise » : CE, 28 déc. 2016, Emma, n° 397598, Lebon T. CE, 30 déc. 2016, Marlier-Bion, n° 387354, Lebon T.

« Acte I du contentieux administratif de l'arbitrage international : les précisions sont apportées » : CE, Ass., 9 nov. 2016, Sté FOSMAX LNG, n° 388806, Lebon

« Décision prise en exécution d'une ordonnance de référé : le royaume de la précarité » : CE, Sect., 7 oct. 2016, Cne de Bordeaux, n° 395211, Lebon

#### 14. Chronique Contentieux administratif 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (décisions de janvier à mars 2017), JCP A 2017, 2206.

« L'avocat et l'aide juridictionnelle » : CE, avis, 18 janv. 2017, Launois-Flacelière, n° 398918, Lebon ; CE, avis, 18 janv. 2017, Pollono, n° 399893, Lebon

« Action dans un délai raisonnable : la jurisprudence *Czabaj* étendue aux recours administratifs » : CE, sect., 31 mars 2017, Ministre des finances et des comptes publics c/ Amar, n° 389842, Lebon

« Recours d'un contribuable local contre un contrat de longue durée » : CE, 10 fév. 2017, Ville de Paris, n° 395433, Lebon

« L'intérêt à agir contre un permis modificatif s'apprécie au regard des modifications autorisées » : CE, 17 mars 2017, Malsoute, n° 396362, Lebon T.

« La présentation d'une demande d'aide juridictionnelle interrompt la jurisprudence *Intercopie* » : CE, 31 mars 2017, Durudaud, n° 399123, Lebon T.

« Référé-suspension : le délai prévisible du jugement au fond peut-il être pris en compte dans l'appréciation de l'urgence ? » : CE, 10 févr. 2017, Sté Pimiento Music, n° 404291, Lebon T.

« Le juge du référé-liberté ne peut ordonner l'exécution d'un jugement » : CE, ord., 11 janv. 2017, Pason, n° 406154, Lebon T.

« Référé-expertise : le juge n'a pas à apprécier les chances de succès d'une action au fond » : CE, 14 févr. 2017, Bernard, n° 401514, Lebon T.

« L'exercice d'un référé-provision constitue une réclamation au sens du CCAG-Travaux » : CE, 27 janv. 2017, Société Tahitienne de construction, n° 396404, Lebon T.

#### 15. Chronique Contentieux administratif 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 (décisions de avril à juin 2017), JCP A 2017, 2268.

« Recours du tiers contre le refus de mettre fin à l'exécution d'un contrat : basculement vers le plein contentieux » : CE, sect., 30 juin 2017, Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche, n° 398445, Lebon

« Bloc de compétence en matière d'arbitrage » : TC, 24 avril 2017, Syndicat mixte des aéroports de Charente (SMAC), n° C4075, Lebon

« Jonction de requêtes dirigées contre une décision et son retrait : mode d'emploi » : CE, sect., 5 mai 2017, Fiorentino, n° 391925, Lebon

« Un requérant peut-il conditionner un désistement aux motifs et au dispositif de la décision à rendre ? » : CE, 10 mai 2017, Kieffer, n° 394826, Lebon T.

« Frais irrépétibles : à qui gagne perd... » : CE, 19 juin 2017, Syndicat des copropriétaires de la résidence Butte Stendhal et autres, n° 394677, Lebon T.

« L'argent n'a pas de prix » : CE, sect., 2 juin 2017, Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, n° 397571, Lebon

« Expulsion des demandeurs d'asile des lieux d'hébergement : premières précisions sur le référé-mesures utiles spécial » : CE, 21 avr. 2017, Ministre de l'intérieur c/ Gjeta, n° 405164, Lebon CE, 21 avr. 2017, Ministre de l'intérieur c/ Makiese, n° 406065, Lebon T.

#### 16. Chronique Contentieux administratif 3<sup>ème</sup> trimestre 2017 (décisions de juillet à septembre 2017), JCP A 2018, 2066.

« Droit souple : applications en matière médicale » : CE, 19 juil. 2017, Société Menarini France et Société Daiichi Sankyo France, n° 399766, Lebon T.

« Le recours administratif formé par une personne verbalement mandatée » : CE, 19 juil. 2017, Bennett et SCI La Sauvagine, n° 402185, Lebon T.

« L'annulation différée d'un acte contraire au droit de l'Union » : CE, ass., 19 juil. 2017, Association nationale des opérateurs détaillants en énergie, n° 370321, Lebon

« Référé-liberté : le juge ne peut ordonner un suivi des mesures prises » : CE, 28 juil. 2017, Section française de l'Observatoire international des prisons, n° 410677, Lebon

« Affaire des silhouettes : être choqué par une représentation n'ouvre pas droit à la remise en cause de celle-ci » : CE, ord., 1<sup>er</sup> sept. 2017, Cne de Dannemarie c/ Association "Les Effronté-e-s", n° 413607, Lebon T.

« Référé-liberté et choix d'administrer un traitement plutôt qu'un autre » : CE, ord., 26 juillet 2017, Marchetti, n° 412618, Lebon

« Nouveau référé-liberté pour une prise en charge des migrants de Calais » : CE, 31 juil. 2017, Cne de Calais et ministre de l'Intérieur, n° 412125, Lebon

#### 17. Chronique Contentieux administratif 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 (décisions d'octobre à décembre 2017), JCP A 2018, 2141.

« Ouverture du recours pour excès de pouvoir contre les lignes directrices des autorités de régulation » : CE, 13 déc. 2017, Sté Bouygues Télécom, n° 401799, Lebon

« Recours en interprétation des stipulations d'un contrat » : CE, 8 nov. 2017, Société Lyonnaise des eaux France, n° 396589, Lebon T.

« Production par une partie d'un secret protégé par la loi » : CE, 2 oct. 2017, Solana, n° 399753, Lebon T.



« Sursis à statuer pour régulariser un document d'urbanisme en cours d'instance » : CE, sect., 22 déc. 2017, Commune de Sempy, n° 395963, Lebon

« Pas de contrôle de conventionnalité concret lorsque la loi repose sur un motif impérieux » : CE, 28 déc. 2017, Molenat, n° 396571, Lebon

« Le recours en interprétation formé par l'autorité judiciaire » : CE, 11 oct. 2017, Raymond, n° 397604, Lebon

« Le recours en opposition doit être jugé contradictoirement » : CE, 18 déc. 2017, Société Serenis, n° 402011, Lebon T.

« "L'affaire" du Levothyrox devant le juge du référé-liberté » : CE, 13 déc. 2017, Pica-Picard, n° 415207, Lebon T.

#### 18. Chronique Contentieux administratif 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (décisions de janvier à mars 2018), JCP A 2018, 2247.

« Pas de recours en interprétation pour un acte ayant déjà fait l'objet d'une interprétation » : CE, 14 févr. 2018, Association Anti-G, 416294, Lebon T.

« Recours contre le refus d'abroger ou de retirer un acte obtenu par fraude » : CE, 5 févr. 2018, Sté Cora, n° 407149, Lebon T.

« Pas de voie de fait pour la rétention prolongée de documents d'identité » : TC, 12 févr. 2018, Gueye c/ Agent judiciaire de l'État, n° 4110, Lebon T.

« Czabaj : les suites... » : CE, 9 mars 2018, Communauté d'agglomération du pays ajaccien, n° 401386, Lebon T. ; CE, 9 mars 2018, Communauté de communes du pays roussillonnais, n° 405355, Lebon T. ; CE, 28 mars 2018, Depreux, n° 410552, Lebon T.

« Contre quelle décision agir après un recours administratif non obligatoire ? » : CE, 7 mars 2018, Bloch, n° 404079, Lebon

« Le juge doit rechercher ou se faire communiquer les informations du PLU nécessaires au règlement du litige » : CE, 5 févr. 2018, Sté Roxim management, n° 403029, Lebon T.

« Rupture de la relation client-avocat en cours d'instance » : CE, sect., 23 mars 2018, Société Patrice Parmentier automobiles, n° 406802, Lebon

« Latitude dans l'utilisation du désistement d'office pour perte d'intérêt supposé de la requête » : CE, 19 mars 2018, Sté Roset, n° 410389, Lebon T.

« L'office du juge du référé-liberté dans le contentieux de l'obstination déraisonnable » : CE, chambre des référés, 5 janv. 2018, Afiri et Biddarri, n° 416689, Lebon

« Référé-mesures utiles pour permettre à un détenu d'accéder à sa messagerie » : CE, 5 mars 2018, Levrel, n° 414859, Lebon T.

#### 19. Chronique Contentieux administratif 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 (décisions d'avril à juin 2018), JCP A 2018, 2333.

« Exception d'illégalité d'un acte réglementaire : les vices de forme et de procédure ne peuvent plus être invoqués » : CE, ass., 18 mai 2018, Fédération des finances et affaires économiques de la CFDT, n° 414583, Lebon

« Mandat pour former un recours administratif au titre d'une assurance de protection juridique » : CE, 7 juin 2018, Ministre de l'agriculture c/ Dubreuil, n° 412744, Lebon T.

« Intérêt à agir contre un permis autorisant la construction d'éoliennes » : CE, 16 mai 2018, Société P&T Technologie, n° 408950, Lebon T.

« Aide juridictionnelle : point de départ du délai en cas de désignations successives d'avocats » : CE, 6 juin 2018, Mohamadi, n° 413511, Lebon T.

« Renvoi pour cause de suspicion légitime : quelle juridiction est compétente ? » : CE, 9 mai 2018, Marin Lopez, n° 416237, Lebon T.

« Plein contentieux : un pouvoir du juge étendu mais pas illimité » : CE, 14 juin 2018, Association trinationale de protection nucléaire, n° 408881, Lebon T. ; CE, 11 avr. 2018, Naroles, n° 413349, Lebon T.

« Recours dans l'intérêt de la loi : deux précisions sur une voie de recours exceptionnelle » : CE, 11 avr. 2018, Ministre de l'intérieur c/ Daniel, n° 409648, Lebon ; CE, 18 juin 2018, Ministre de l'intérieur c/ Bruneteau, n° 416325, Lebon T.

« Référé-suspension : quand le juge des référés ordonne la réintégration d'un agent, et le juge du fond rejette le recours contre la mesure d'exclusion » : CE, 23 mai 2018, Ministre de l'intérieur c/ Makhlouf, n° 416313, Lebon T.

« Référé-mesures utiles pour contraindre une entreprise à poursuivre l'exécution d'un contrat » : CE, 25 juin 2018, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, n° 418493, Lebon T.

20. Chronique Contentieux administratif 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 (décisions de juillet à septembre 2018), JCP A 2019, 2035.

« Compteurs Linky : absence d'intérêt à agir d'une commune contre le refus de la CNIL d'engager des poursuites » : CE, 11 juil. 2018, Commune de Troyon et autres, n° 413782, Lebon T.

« Intérêt à agir de l'ordre des architectes contre un permis de construire : la chasse aux signatures de complaisance » : CE, 26 juil. 2018, Conseil régional de l'ordre des architectes de Bretagne, n° 418298, Lebon T.

« Défaut de publication d'une circulaire : quelle incidence sur la recevabilité ? » : CE, 26 juil. 2018, Syndicat national des guides professionnels de canoë-kayak et disciplines associées, n° 414151, Lebon T.

« Audiences : le juge peut autoriser toute personne intéressée au litige à prendre la parole » : CE, 24 sept. 2018, Krumeich, n° 408825, Lebon T.

« Demande d'exécution d'une décision du juge du contrat » : CE, 11 juil. 2018, Commune d'Isola et Syndicat mixte pour l'aménagement et l'exploitation de la station d'Isola 2000, n° 407865, Lebon

« Choix d'un calendrier pour la mise en œuvre d'une intervention chirurgicale : absence de contrôle en référé-liberté » : CE, ord. 27 juil. 2018, Coyette, n° 422241, Lebon T.

« Demande d'extension du périmètre de l'expertise » : CE, 26 juil. 2018, Société AXA France Iard et société Simon Bonis, n° 415139, Lebon T. CE, 11 juil. 2018, Société Diffazur Piscines, n° 416635, Lebon T.

21. Chronique contentieux administratif 4<sup>ème</sup> trimestre 2018 (décisions d'octobre à décembre 2018), JCP A 2019, 2077.

« Actes des Départements : l'affichage ne suffit pas à déclencher le délai de recours » : CE, sect., 3 déc. 2018, LDH, n° 409667, Lebon

« Saisine par Télérecours : de l'ordre dans les pièces jointes ! » : CE, sect., 5 oct. 2018, Sergent, n° 418233, Lebon

« Application de la jurisprudence Czabaj aux recours formés contre une autorisation d'urbanisme » : CE, 9 nov. 2018, Valière, n° 409872, Lebon T.

« Pouvoirs d'instruction du juge : une utilisation inédite sur une question de recevabilité » : CE, 3 oct. 2018, Section française de l'observatoire international des prisons, n° 413989, Lebon

« Économie de moyens or not économie de moyens » : CE, sect., 21 déc. 2018, Société Eden, n° 409678, Lebon

« Autorité de chose jugée d'un jugement annulant un refus de permis de construire » : CE, 12 oct. 2018, Société Néoen, n° 412104, Lebon T.

« Rejet par ordonnance des "requêtes d'appel manifestement dépourvues de fondement" : attention aux abus ! » : CE, sect., 5 oct. 2018, SA Finamur, n° 412560, Lebon

« Présomptions d'urgence en référé-suspension » : CE, 21 déc. 2018, Diakhaby, n° 421323, Lebon T. ; CE, 3 oct. 2018, Commune de Neuilly-sur-Seine, n° 418700, Lebon T.

« Référé-mesures utiles : une décision prise en cours d'instance ne rend pas irrecevable la requête » : CE, 28 nov. 2018, Fock Sho Thien, n° 420343, Lebon T.

## 22. Chronique contentieux administratif 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (décisions de janvier à mars 2019), JCP A 2019, 2222.

« Liaison en cours d'instance : quelles sont les conséquences du décret JADE ? » : CE, avis, sect., 27 mars 2019, Consorts Rollet, n° 426472, Lebon

« La jurisprudence Czabaj s'applique aux décisions implicites de rejet » : CE, 18 mars 2019, Jounda Nguogoh, n° 417270, Lebon

« Intérêt à agir contre une autorisation d'urbanisme dans un secteur demeuré à l'état naturel » : CE 18 mars 2019, Commune de Montségur-sur-Lauzon, n° 422460, Lebon T.

« Pièces-jointes et Télérecours : possibilité de regrouper dans un seul fichier des pièces nombreuses et homogènes » : CE 6 févr. 2019, SARL Attractive Fragrances et Cosmetics, n° 415582, Lebon T.

« Le juge peut exiger la production d'un mémoire récapitulatif postérieurement à la clôture de l'instruction » : CE 8 févr. 2019, Bervas, n° 418599, Lebon T.

« Magistrat honoraire, ancien directeur d'administration : qui peut être magistrat ? » : CC, décision n° 2019-778 DC du 21 mars 2019, Loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice

« Justiciable atteint de surdité : droit à un interprète en langue des signes payé par l'État » : CE 15 mars 2019, Schetrit, n° 414751, Lebon

« La jurisprudence Czabaj s'applique aux exceptions d'illégalité d'un acte individuel » : CE 27 févr. 2019, Law-Tong, n° 418950, Lebon

« Amende pour recours abusif : attention à un usage abusif ! » : CE 4 févr. 2019, Raymond, n° 417885, Lebon T.

« L'office des juges d'appel et de cassation face à un permis de construire susceptible d'être régularisé » : CE, sect., 15 févr. 2019, Commune de Cogolin, n° 401384, Lebon

« Référé-mesures utiles pour faire cesser un risque résultant d'un ouvrage public ou de travaux publics : exigence d'un danger immédiat » : CE, 28 févr. 2019, Société Sodifram, n° 424005, Lebon

« Le juge ayant rejeté une requête de référé-liberté peut statuer comme juge du référé-suspension dans la même affaire » : CE 13 mars 2019, Pouliquen, n° 420514, Lebon T.

« Référé constat d'un détenu : absence d'utilité si les faits sont révolus » : CE 13 mars 2019, Attoumane, n° 418101, Lebon T.

23. Chronique contentieux administratif 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 (décisions d'avril à juin 2019), JCP A 2019, 2265.

« Les recours relatifs à une subvention relèvent du contentieux de l'excès de pouvoir » : CE, avis, 29 mai 2019, Société Royal cinéma, req. n° 428040, Lebon

« Généralisation du plein contentieux dans les contentieux sociaux » : CE, sect., 3 juin 2019, Vainqueur, n° 423001, Lebon ; CE, sect., 3 juin 2019, Charbonnel, n° 415040, Lebon ; CE, sect., 3 juin 2019, Département de l'Oise, n° 419903, Lebon ; CE, sect., 3 juin 2019, Ziani, n° 422873, Lebon

« Production de pièces nombreuses et homogènes par Télérecours : nouvelles précisions » : CE 14 juin 2019, Tekour, n° 420861, Lebon

« La jurisprudence Czabaj ne s'applique pas aux actions en responsabilité » : CE, 17 juin 2019, Centre hospitalier de Vichy, n° 413097, Lebon

« Désistement d'office pour perte d'intérêt supposé de la requête : le Conseil d'État met fin aux abus » : CE 17 juin 2019, El Bouatmani, n° 419770, Lebon

« Contrôle normal sur une nomination soumise à des conditions » : CE 14 juin 2019, Moatti, n° 424326, Lebon

« Référé-suspension : présomption d'urgence pour le placement en isolement d'un détenu » : CE 7 juin 2019, Madani, n° 426772, Lebon

« Référé-liberté de candidats non conviés à un débat télévisé » : CE, ord. 4 avr. 2019, Société France Télévisions, n° 429370, Lebon

« Les mesures prises en référé-liberté n'ont pas d'effet rétroactif » : CE, 17 avr. 2019, Barry, n° 428359, Lebon T.

24. Chronique contentieux administratif 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 (décisions de juillet à septembre), JCP A 2020, 2036.

« Extension du recours contre les actes de droit souple » : CE, ass., 19 juil. 2019, Le Pen, n° 426389, Lebon

« Une requête sans décision préalable est recevable si la décision est produite par le défendeur au cours de l'instruction » : CE 24 juil. 2019, Travert, n° 420423, Lebon T.

« Désistement pour défaut de production d'un mémoire récapitulatif : sanction des usages abusifs » : CE 24 juil. 2019, Sté Crédit Mutuel Pierre 1, n° 423177, Lebon T.

« Prononcé d'office d'une injonction d'exécution : le juge n'est pas tenu d'inviter les parties à présenter leurs observations » : CE 5 juillet 2019, Fédération française du transport de personnes sur réservation, n° 413040, Lebon

« Office du juge saisi du refus d'abroger un règlement ou d'un conflit de normes internationales » : CE, ass., 19 juil. 2019, Association des américains accidentels, n° 424216, Lebon

« Contentieux de la préemption : demande de réexamen formée par le vendeur ou l'acquéreur évincé n'ayant pas été appelé à l'instance » : CE 24 juil. 2019, SCI Madeleine, n° 428552, Lebon T.

« Pas de présomption d'urgence pour le refus de dresser un procès-verbal pour méconnaissance des prescriptions d'un permis de construire » : CE 23 sept. 2019, Petre, n° 424270, Lebon T.

« Le juge du référé-mesures utiles ne peut ordonner de mettre en œuvre des négociations en vue de la conclusion d'un contrat » : CE 25 sept. 2019, Comité central d'entreprise de l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, n° 428508, Lebon T.

« Le juge du référé-mesures utiles peut ordonner à l'administration de ne pas exécuter une décision suspendue » CE 24 juil. 2019, CAF de la Vienne, n° 426527, Lebon T.

« L'exigence d'une décision préalable s'impose en référé-provision » : CE 23 sept. 2019, Garde des Sceaux, n° 427923, Lebon T.

#### 25. Chronique de contentieux administratif du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (décisions d'octobre à décembre 2019), JCP A 2020, 2070.

« La demande tendant à ce que soit ordonnée la démolition d'un ouvrage public mal planté relève du plein contentieux » : CE 29 nov. 2019, Pinault, n° 410689, Lebon

« Recours en contestation de la validité du contrat : l'exercice d'un recours administratif préalable proroge le délai de recours contentieux » : CE 20 déc. 2019, Communauté de communes de Sélestat, n° 419993, Lebon T.

« Pas de recours en interprétation pour interpréter le sens d'un acte contesté devant une autre juridiction administrative » : CE, sect., 6 déc. 2019, Abdi, n° 416762, Lebon

« Précisions sur le recours contre les actes de droit souple » : CE 16 oct. 2019, La Quadrature du net et Calipen, n° 433069, Lebon ; CE 21 oct. 2019, Association française de l'industrie pharmaceutique pour une automédication responsable, n° 419996, Lebon ; CE 4 déc. 2019, Fédération bancaire française, n° 415550, Lebon ; CE 4 déc. 2019, Fédération des entreprises de la beauté, n° 416798, Lebon ; CE 31 déc. 2019, Société BFM TV, n° 431164, Lebon T.

« Délai raisonnable Czbaï : quelle application à un décret de libération des liens d'allégeance et à une question préjudicielle ? » : CE 29 nov. 2019, Boumrar, n° 411145, Lebon ; CE 29 nov. 2019, Megueddem, n° 426372, Lebon ; CE 29 nov. 2019, Procureur de la République de Marseille, n° 429248, Lebon T.

« Erreurs sur le panneau d'affichage du permis de construire : quelle incidence sur le déclenchement du délai de recours ? » : CE 16 oct. 2019, M. et Mme Gaillard et M. et Mme Tepelian, n° 419756, Lebon T.

« Article R. 611-11-1 : l'instruction est close à l'heure d'envoi de la notification » : CE 9 oct. 2019, Société Effcience, n° 422712, Lebon T.

« Contestation de l'impartialité de l'expert et prise en compte d'une expertise non contradictoire » : CE 23 oct. 2019, M. et Mme Paut, n° 423630, Lebon T. ; CE 23 oct. 2019, Centre hospitalier Bretagne-Atlantique, n° 419274, Lebon T.

« La proposition de médiation par le juge ne constitue pas une mesure d'instruction » : CE 7 nov. 2019, Syndicat d'élimination et de valorisation énergétique des déchets de l'estuaire (SEVEDE), n° 431146, Lebon T.

« Office du juge annulant un refus de déréfèrement » : CE 6 déc. 2019, Mme X, n° 391000, Lebon T.

« Exception d'illégalité d'un document d'urbanisme invoquée à l'encontre d'un permis de construire » : CE 2 oct. 2019, Commune de Limonest et M. Galland, n° 420808, Lebon T.

« Référé-suspension et référé-liberté à l'encontre d'une mise à l'isolement d'un détenu » : CE, ord. 20 nov. 2019, Gerihanov, n° 435785, Lebon T.

26. Chronique de contentieux administratif du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (décisions de janvier à mars 2020), JCP A 2020, 2159.

« Recours contre une mesure de suspension provisoire d'un sportif professionnel : un juge de l'excès de pouvoir 2.0 » : CE 28 févr. 2020, Stassen, n° 433886, Lebon

« Recours du président de l'AMF contre une décision de la commission des sanctions de l'AMF » : CE, ass., 20 mars 2020, Président de l'Autorité des marchés financiers et Société Arkéa direct bank, n° 422186, Lebon

« Recours Tarn-et-Garonne formé par un contribuable : comment s'apprécie l'intérêt à agir ? » : CE 27 mars 2020, Le Monnier et autres, n° 426291, Lebon

« La publication d'une instruction sur le site « impots.gouv.fr » déclenche le délai de recours » : CE, sect., 13 mars 2020, Société Hasbro European trading BV, n° 435634, Lebon

« Délai Czabaj : charge de la preuve et possibilité de rejeter par ordonnance des recours tardifs » : CE 10 févr. 2020, Maillard, n° 429343, Lebon T.

« Délai de recours déclenché par la publication d'un acte sur le site internet d'une préfecture » : CE 27 mars 2020, Le Syndicat des petits planteurs de Cadet Sainte-Rose, n° 435277, Lebon T.

« Pas d'ordonnance de cristallisation des moyens avant que le requérant n'ait répliqué au mémoire en défense » : CE 30 janv. 2020, Robert, n° 426346, Lebon T.

« Quel contrôle d'appel sur les jugements donnant acte d'un désistement d'office pour perte d'intérêt supposé de la requête ? » : CE 12 févr. 2020, Ministre de l'action et des comptes publics c/ Société Realnet, n° 421219, Lebon T.

« Refus de prendre des mesures de prévention des risques liés à l'utilisation de certaines variétés de plantes : l'effet utile du recours détermine l'office du juge » : CE 7 févr. 2020, Confédération paysanne et autres, n° 388649, Lebon

« Droit aux intérêts moratoires lorsque le juge de l'excès de pouvoir annule une décision refusant le versement d'une somme d'argent et ordonne le versement de cette somme » : CE 7 févr. 2020, M. Biakete Yetinzapa, n° 420567, Lebon T.

« Jugement condamnant l'État au paiement d'une somme d'argent : de quels moyens disposent le justiciable lorsque l'État refuse de payer ? » : CE 12 févr. 2020, Lliboutry, n° 432598, Lebon T.

« Référé-suspension : absence de présomption d'urgence dans le cas d'un arrêté préfectoral autorisant une commune à se retirer d'un EPCI » : CE 7 févr. 2020, Communauté de communes Coeur d'Ostrevent, n° 428919, Lebon T.

27. Chronique de contentieux administratif 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 (décisions d'avril à juin 2020), JCP A 2020, 2226.

« Conditions d'ouverture du REP contre les documents de portée générale de l'administration (circulaires, sites internet...) » : CE, sect., 12 juin 2020, GISTI, n° 418142, Lebon

« Intérêt à agir du tiers ordinaire dans le recours Tarn-et-Garonne : cas d'un organisme professionnel défendant les droits de ses membres » : CE, 3 juin 2020, Département de la Loire-Atlantique, n° 426932, Lebon T.

« La qualité de riverain donne intérêt à agir contre le transfert d'une voie privée dans le domaine public » : CE, 27 mai 2020, n° 433608, Lebon T.

« Délai raisonnable en l'absence d'accusé de réception d'une demande ou de mention des voies et délais de recours » : CE, 3 juin 2020, n° 428222, Lebon T.

« Expert se prononçant sur des questions excédant le champ de l'expertise » : CE, 29 juin 2020, Assistance publique - Hôpitaux de Marseille et autres, n° 420850, Lebon T.

« Stationnement payant : possibilité de contester la légalité du FPS à l'occasion d'un recours contre le titre de perception » : CE, 10 juin 2020, n° 427155, Lebon

« Contrôle du juge sur un refus de consultation anticipée d'archives de l'exécutif » : CE, ass., 12 juin 2020, Graner, n° 422327, Lebon

« Le référé-liberté en période d'état d'urgence sanitaire » : CE, ord., 10 avr. 2020, Synd. des avocats de France, n° 439903, inédit ; CE, ord., 30 av. 2020, Fédération française des usagers de la bicyclette, n° 440179, Lebon T.

« Présomption d'urgence au profit de l'acquéreur évincé » : CE, 29 juin 2020, SCI Eaux Douces, n° 435502, Lebon T.

« Référé-mesures utiles afin d'obtenir un rendez-vous en préfecture pour une demande de titre de séjour » : CE, 10 juin 2020, n° 435594, Lebon T.

28. Chronique de contentieux administratif 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 (décisions de juillet à septembre 2020), JCP A 2020, 2280.

« Voies de droit ouvertes contre le refus d'une préfecture d'avancer la date de rendez-vous d'un étranger » : CE 1<sup>er</sup> juil. 2020, M. et Mme L., n° 436288, Lebon

« Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions non réglementaires soumises à notification » : CE 25 sept. 2020, SCI La Chaumière, n° 430945, Lebon

« Interruption du délai de recours par une demande d'aide juridictionnelle » : CE 1<sup>er</sup> juil. 2020, Paulo C., n° 426203, Lebon

« Contentieux de l'urbanisme : les innovations du décret du 17 juillet 2018 validées par le Conseil d'État » : CE 3 juil. 2020, Conseil national des Barreaux et autres et Syndicat des avocats de France, n° 424293, Lebon T.

« Sursis à statuer sur une demande de permis de construire et exception d'illégalité d'un PLU en cours d'élaboration » : CE 22 juil. 2020, Commune de La Queue-Les-Yvelines, n° 427163, Lebon

« Pouvoirs d'injonction du juge après annulation d'une décision de préemption » : CE 28 sept. 2020, Ville de Paris, n° 436978, Lebon

« Pollution de l'air : une astreinte record de 10 millions d'euros » : CE, ass., 10 juil. 2020, Association Les amis de la Terre France et autres, n° 428409, Lebon

« Expulsion de caravanes occupant illégalement le domaine public : possibilité d'utiliser le référé-mesures utiles malgré l'existence d'une procédure administrative spécifique » : CE 16 juil. 2020, Département de l'Essonne, n° 437113, Lebon T.

« Référé provision : l'ordonnance accordant une provision constitue un titre exécutoire » : CE 22 juil. 2020, Société immobilière Massimi, n° 426210, Lebon T.

« La saisine du juge du référé-expertise n'interrompt pas le délai de recours » : CE 28 sept. 2020, Mme D., n° 425630, Lebon T.

29. Chronique de contentieux administratif 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (décisions de octobre à décembre 2020), JCP A 2021, 2049.

« Le référé-liberté pour des réponses conjoncturelles, le recours pour excès de pouvoir pour des actions structurelles » : CE 19 oct. 2020, Garde des sceaux, ministre de la justice c/ Section française de l'Observatoire international des prisons, n° 439372, Lebon

« Contentieux climatique : quelle appréciation de l'Intérêt à agir ? » : CE 19 nov. 2020, Commune de Grande-Synthe et autre, n° 427301, Lebon

« Application du délai raisonnable "Czabaj" au recours contre une décision implicite de rejet » : CE 12 oct. 2020, Ministre de l'agriculture et de l'alimentation c/ société Château Chéri, n° 429185, Lebon T. ; CE 13 nov. 2020, Société des établissements Salvi, n° 427275, Lebon T.

« Délai de recours contre une autorisation d'urbanisme : l'adresse de la mairie doit-elle être indiquée sur le panneau d'affichage ? » : CE 16 oct. 2020, Société Chemin de Trabacchina, n° 429357, Lebon T.

« Rôle du juge lorsque l'avocat désigné au titre de l'AJ s'abstient d'accomplir sa mission » : CE 11 déc. 2020, M. Gutic, n° 427517, Lebon T.

« Le juge n'est pas tenu de mentionner une demande des parties tendant à ce qu'il prescrive une mesure d'instruction » : CE 31 déc. 2020, Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry (ACENAS), n° 428277, Lebon T.

« Effets de l'annulation d'un document d'urbanisme » : CE, sect., avis, 2 oct. 2020, SCI du Petit Bois, n° n° 436934, Lebon

« Référé-provision : conclusions reconventionnelles devant le juge du fond et recevabilité du recours lorsque le juge d'appel a prononcé le sursis à statuer d'un jugement » : CE 6 nov. 2020, Communauté d'agglomération du Muretain, n° 433940, Lebon T. ; CE 6 nov. 2020, Société Corsica Ferries et Collectivité de Corse, n° 439598, Lebon T.

30. Chronique de contentieux administratif 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (décisions de janvier à mars 2021), JCP A 2021, 2169.

« Intérêt à agir d'un CSE contre une décision autorisant une opération de concentration » : CE, sect., 9 mars 2021, Comité social et économique de l'unité économique et sociale Mondadori Magazines France élargie, n° 433214, Lebon

« Liaison de l'instance dans le contentieux indemnitaire : un utile rappel des principes applicables » : CE, avis, 19 févr. 2021, n° 439366, Lebon T.

« Contentieux de l'urbanisme : intérêt à agir d'un syndicat de copropriétaire contre un projet de construction devant être édifiée dans le voisinage » : CE 24 févr. 2021, Syndicat des copropriétaires de la Résidence la Dauphine et autres, n° 432096, Lebon T.

« Déclenchement du délai de recours contre une décision qui ne peut être prise que par ou après l'avis d'un organisme collégial » : CE, avis, 4 mars 2021, M. Sanson, n° 445956, Lebon T.

« Communication d'un moyen relevé d'office après la clôture de l'instruction » : CE, sect., 25 janv. 2021, Lebret, n° 425539, Lebon



« Le juge administratif ne sanctionne pas le défaut de mention du nom d'un agent dans les actes relatifs à l'instruction et au traitement d'une affaire » : CE 1<sup>er</sup> mars 2021, n° 436013, Lebon T.

« Le juge de l'excès de pouvoir se place à la date de sa décision pour apprécier la légalité du refus de communiquer un document administratif et du refus par l'ACPR de désigner un administrateur provisoire » : CE 1<sup>er</sup> mars 2021, n° 436654, Lebon T. ; CE 25 mars 2021, Société Interhold, n° 438669, Lebon T.

« Autorité de la chose jugée : une demande d'abrogation d'un règlement n'a pas le même objet qu'une demande d'annulation de ce règlement » : CE 17 mars 2021, n° 440208, Lebon

« Présomption d'urgence en cas de demande de suspension d'un arrêté de cessibilité, même après l'ordonnance du juge de l'expropriation » : CE 27 janv. 2021, Établissement public foncier de la Vendée et autre, Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, n° 437237, Lebon T.

« Les professionnels du droit peuvent recevoir leurs clients après 18h malgré le couvre-feu » : CE, ord., 3 mars 2021, Ordre des avocats du Barreau de Montpellier, n° 449764, inédit

31. Chronique de contentieux administratif 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 (décisions d'avril à juin 2021), JCP A 2021, 2260.

« La violation des règles de publicité et de mise en concurrence peut-elle être invoquée à l'appui d'un recours Transmanche ? » : CE 12 avr. 2021, Société Ile de Sein Énergies, n° 436663, Lebon T.

« L'exigence de décision préalable s'impose-t-elle en cas de recours formé par une personne publique contre une personne privée ? » : CE, avis contentieux, 27 avr. 2021, Communauté de communes du Centre Corse (4C), n° 448467, Lebon

« Précisions sur la liaison en cours d'instance dans le contentieux indemnitaire » : CE 21 juin 2021, Commune de Montigny-lès-Metz, n° 437744, Lebon T.

« RAPO prématuré : recevabilité du recours contentieux formé sans attendre la décision rendue sur recours administratif préalable » : CE 16 juin 2021, Mme A.-K., n°440064, Lebon T.

« Requête sommaire : recevabilité de nouveaux moyens dans un mémoire complémentaire si la demande d'annulation portait sur l'ensemble de l'acte attaqué » : CE 10 juin 2021, Syndicat national des journalistes et autres, n° 444849, Lebon

« L'expert doit-il organiser une réunion ? » : CE 27 avr. 2021, Société Lacroix City Saint-Herblain, n° 440348, Lebon T.

« Première demande d'avis à la CEDH » : CE 15 avr. 2021, Forestiers privés de France, n° 439036, Lebon

« Nouvelle extension de la jurisprudence « américains accidentels » (refus de prendre un décret d'application et refus de procéder à la suppression d'une mention figurant dans un traitement de données) » : CE 27 mai 2021, Association Compassion in World Farming France (CIWF), n° 441660, Lebon T. ; CE 10 juin 2021, M. B.G., n° 431875, Lebon T.

« Conservation des données par les opérateurs et mise en œuvre des techniques de renseignement : quelles conséquences des inconventionnalités constatées ? » : CE, ass., 21 avr. 2021, French Data Network et autres, n° 393099, Lebon

« Frais irrépétibles dans le contentieux de l'urbanisme : le Conseil d'État revient sur une jurisprudence inéquitable » : CE 28 mai 2021, M. et Mme V., n° 437429, Lebon T.

« Mécanisme de rectification d'office des erreurs matérielles : précision sur les conditions de mise en œuvre » : CE 21 juin 2021, Commune de Montigny-lès-Metz, n° 437744, Lebon T.

« Pas d'ordonnance tant que l'instruction rouverte par une production tardive n'a pas été close » : CE 26 mai 2021, M. F. et autres, n° 436902, Lebon T.

« Demande de suspension contre un permis de construire : la présomption d'urgence reconnue par la loi est une présomption simple » : CE 26 mai 2021, M. F. et autres, n° 436902, Lebon T.

« Référé provision pour la réparation de dommages accidentels causés à des tiers à des travaux publics » : CE 27 avr. 2021, Eurométropole de Strasbourg et Société SMACL Assurances, n° 436820, Lebon T.

### 32. Chronique de contentieux administratif 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 (décisions de juillet à septembre 2021), JCP A 2022, 2384.

« Contentieux climatique : le Gouvernement sommé d'agir » : CE 1<sup>er</sup> juil. 2021, Commune de Grande-Synthe et autre, n° 427301, Lebon

« Contentieux de la qualité de l'air : liquidation de l'astreinte à 10 millions d'euros » : CE 4 août 2021, Association Les amis de la Terre France et autres, n° 428409, Lebon

« Intérêt à agir du CNB contre un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage » : CE 20 juil. 2021, Société Espélia, n° 443346, Lebon T.

« Contentieux électoral : l'absence d'obligation de contradictoire s'étend aux pièces produites » : CE 16 juil. 2021, Élections municipales de Courtenay, n° 445802, Lebon T.

« Recours contre un ordre de reversement : possibilité de contester le bien-fondé d'une créance devenue définitive » : CE 28 sept. 2021, Ministre de l'agriculture et de l'alimentation et Agence de services et de paiement c/ M. Burgaud, n° 437650, Lebon

« Invocation des vices de forme ou de procédure d'une DUP au soutien d'un recours contre l'arrêté de cessibilité » : CE 4 août 2021, Commune de Mitry-Mory, n° 429800, Lebon T.

« Extension de la jurisprudence CFDT aux recours contre les actes de droit souple » : CE 7 juil. 2021, M. Etrillard et autres, n° 438712, Lebon T.

« Régularisation d'une DUP emportant mise en compatibilité d'un document d'urbanisme » : CE 9 juil. 2021, Commune de Grabels, n° 437634, Lebon

« Moyens inopérants à l'appui d'un recours formé contre une délibération approuvant le PLU » : CE 24 sept. 2021, Mme Grand et autres, n° 444673, Lebon T.

### 33. Chronique de contentieux administratif 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (décisions d'octobre à décembre 2021), JCP A 2022, 2061.

« Le juge de l'excès de pouvoir peut prononcer l'abrogation d'un règlement devenu illégal » : CE, sect., 19 nov. 2021, Association des avocats ELENA France et autres, n° 437141, Lebon

« Action en reconnaissance de droits : quelles incidences de l'envoi de la réclamation préalable à une autorité incompétente ? » : CE, avis, 15 nov. 2021, Union fédérale des consommateurs Que Choisir Nancy et sa région, n° 454125, Lebon

« "Affaire du siècle" : le tribunal administratif de Paris ordonne au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires » : TA Paris, 14 oct. 2021, Oxfam et autres, n° 1904967, inédit

« Requête indemnitaire collective : les règles de recevabilité s'apprécient au niveau de chaque requérant » : CE 10 déc. 2021, M. Mora et autres, n° 440845, Lebon T.

« Intérêt à agir contre une autorisation d'urbanisme : possibilité de rejet par ordonnance et date d'appréciation de l'intérêt » : CE 14 oct. 2021, M. Perinet, n° 441415, Lebon T. ; CE 13 déc. 2021, Société Ocean's Dream Resort, n° 450241, Lebon T.

« Délai pour présenter un recours indemnitaire » : CE 27 déc. 2021, M. Chadly, n° 432032, Lebon T.

« Expertise : quelles possibilités de contestation ? » : CE 19 nov. 2021, Société Implenia Regiobau GmbH, n° 451962, Lebon T. ; CE 30 nov. 2021, Mme Fayad-Drevet, n° 430492, Lebon T.

« Contentieux de l'aménagement commercial : la CNAC peut-elle former un recours ? Le juge peut-il lui enjoindre de prendre un avis favorable ? » : CE 22 nov. 2021, Société Taninges Distribution et Commission nationale d'aménagement commercial, n° 441118, Lebon T.

« Le juge de l'exécution peut-il statuer *ultra petita* ? » : CE 25 nov. 2021, Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Est Gessien, n° 447105, Lebon T.

« Contrôle de qualification juridique sur la compatibilité des autorisations d'urbanisme avec les OAP d'un PLU » : CE 30 déc. 2021, Commune de Lavérune et autre, n° 446763, Lebon T.

« Référé-suspension contre une autorisation d'urbanisme : précisions sur la présomption d'urgence et la recevabilité de la demande » : CE 6 oct. 2021, Mme Maillard et autres, n° 445733, Lebon T.

« Référé-constat : une mise en œuvre très souple du contradictoire (illustration dans le contentieux des immeubles menaçant ruine) » : CE 30 nov. 2021, Syndicat des copropriétaires du 65 avenue de la République, n° 439491, Lebon T.

#### 34. Chronique de contentieux administratif 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (décisions de janvier à mars 2022), JCP A 2022, 2166.

« Quel ordre de juridiction est compétent en matière de transaction administrative ? » : TC 7 févr. 2022, SARL Guyacom c/ Société publique locale pour l'aménagement numérique de la Guyane, n° 4233, Lebon

« Recours contre un titre exécutoire après contestation de celui-ci devant une juridiction civile incompétente : à quelle date est déclenché le délai de recours ? » : CE 31 mars 2022, Département du Val-d'Oise, n° 453904, Lebon

« Urbanisme commercial : le maire peut-il contester l'avis de la CDAC ? » : CE 24 janv. 2022, Société Année Distribution et autres, n° 440164, Lebon T.

« Notification automatisée dans le contentieux du permis de conduire » : CE 3 févr. 2022, Ministre de l'intérieur c/ M. Fuatuyisa Manazanza Bafuasa, n° 454046, Lebon T.

« Responsabilité : la preuve de faits fautifs facilitée dans le contentieux des détentions indignes » : CE 21 mars 2022, M. Porini, n° 443986, Lebon

« Sursis à statuer en vue de la régularisation d'une autorisation d'urbanisme » : CE 16 févr. 2022, Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et Société MSE La Tombelle, n° 420554, Lebon

« Injonction d'enlever une statue de la Vierge Marie d'un terrain communal » : CE 11 mars 2022, Commune de Saint-Pierre d'Alvey, n° 454076, Lebon

« Pouvoirs du juge de l'asile : quand l'annulation est plus efficace que la réformation » : CE 24 févr. 2022, OFPRA, n° 453615, Lebon T. ; CE 24 févr. 2022, OFPRA, n° 449012, Lebon T. ; CE 24 févr. 2022, OFPRA, n° 453267, Lebon T.

« Annulation de l'éviction d'un agent occupant un emploi unique » : CE 14 févr. 2022, M. Leonetti, n° 431760, Lebon T.

« Recours en rectification d'erreur matérielle : quelle conséquence d'une erreur entachant l'ensemble de la décision ? » : CE 31 janv. 2022, Mme Boumekouez, n° 454992, Lebon

« Référé-suspension et téléphonie mobile : recours contre le refus de délivrer un certificat de non-opposition » : CE 24 févr. 2022, Société Hivory, n° 454047, Lebon T.

« Référé "secret des affaires" : première décision du Conseil d'État » : CE 10 févr. 2022, Centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre/Abymes, n° 456503, Lebon

35. Chronique de contentieux administratif 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 (décisions de avril à juin), JCP A 2022, 2241.

« Le refus d'adresser une instruction n'est pas décisoire » : CE 5 avr. 2022, Union française contre les nuisances des aéronefs et autres, n° 454440, Lebon T.

« Recevabilité des requêtes collectives dans le contentieux fiscal » : CE 1<sup>er</sup> avr. 2022, Société Clinique Saint Roch, n° 450320, Lebon T.

« Recours contre une question-réponse de la CNIL et un communiqué ministériel » : CE, 8 avr. 2022, Syndicat national du marketing à la performance et Collectif des acteurs du marketing digital, n° 452668, Lebon ; CE 25 mai 2022, Association Territoire de Musiques et autres, n° n° 451846, Lebon T.

« Contentieux de l'urbanisme : invocation d'un moyen nouveau après la cristallisation » : CE 8 avr. 2022, M. et Mme Thiebault, n° 442700, Lebon T.

« Maintien du recours au fond après rejet d'une demande de suspension » : CE 24 juin 2022, M. Cassia, n° 460898, Lebon T.

« Aide juridictionnelle : notions de requête abusive et de mission confiée à l'avocat » : CE 5 mai 2022, M. Bouabdallah, n° 455860, Lebon T.

« Pas de textes juridiques en anglais dans les jugements, sauf s'ils sont traduits » : CE 1<sup>er</sup> avr. 2021, Société Amaya Service Limited, n° 450613, Lebon T.

« Le juge peut enjoindre aux autorités de prendre les mesures permettant de réduire les délais de délivrance des visas » : CE 9 juin 2022, M. Ahin et autres, n° 455754, Lebon

« Contentieux de la responsabilité : le pouvoir d'injonction ne peut être exercé qu'en complément d'une indemnisation » : CE, avis cont., 12 avr. 2022, Société La Closerie, n° 458176, Lebon

« Contentieux des étrangers : le juge des référés face aux difficultés d'obtenir un rendez-vous » : CE 9 juin 2022, M. Amiry, n° 457936, Lebon T. ; CE 9 juin 2022, M. Dikamona, n° 453391, Lebon T.

36. Chronique de contentieux administratif 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 (décisions de juillet à septembre 2022), JCP A 2022, 2306.

« Irrecevabilité du REP contre un courriel répondant à une demande d'information sur la réglementation applicable » : CE 21 juil. 2022, Fédération des employés et cadres Force ouvrière, n° 449388, Lebon T.

« Contentieux de l'urbanisme : l'intérêt à agir s'apprécie à la date d'affichage en mairie » : CE 21 sept. 2022, Société Maison Camp David, n° 461113, Lebon T.

« Recours contre un refus de retirer un permis de construire : l'obligation de notification s'applique » : CE 27 sept. 2022, M. Bourgon et autres, n° 456071, Lebon T.

« Clôture d'instruction R. 611-11-1 : à quel moment une affaire est "en état d'être jugée" ? : CE, sect., 26 juil. 2022, Mme Vincler c/ Cne de Montreuil, n° 437765, Lebon

« Tierce opposition : le propriétaire d'une parcelle est-il lésé par l'annulation d'un PLU rendant sa parcelle inconstructible ? » : CE 27 sept. 2022, Mme Tessalonikos, n° 451013, Lebon T.

« Référé-liberté : le droit à l'environnement comme liberté fondamentale » : CE 20 sept. 2022, Panchaud, n° 451129, Lebon

« Référé-expertise : absence d'utilité d'une demande indemnitaire vouée à l'échec » : CE 27 juil. 2022, Mme Fabregon Danigo, n° 459159, Lebon T.

« Référé-provision : quel effet d'un rejet par le juge du principal pour irrecevabilité ou prescription ? » : CE 20 juil. 2022, Collectivité territoriale de Guyane, n° 455106, Lebon T.

37. Chronique de contentieux administratif 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 (décisions d'octobre à décembre 2022), JCP A 2023, 2072.

« Recours en matière contractuelle : les derniers arrêts "Danthony" » : CE 2 déc. 2022, Danthony, n° 454323, Lebon T. ; CE 2 déc. 2022, Danthony, n° 454318, Lebon T.

« Une demande d'éléments ou de pièces en cours d'audience rouvre l'instruction » : CE 10 oct. 2022, Société Firalis, n° 454460, Lebon T.

« Autorisations d'urbanisme : une régularisation en cours d'instance ne rouvre pas une instruction déjà close » : CE 10 oct. 2022, Société Horizon et autre, n° 455573, Lebon

« La procédure de l'avis technique est-elle soumise au contradictoire ? » : CE 10 nov. 2022, Association syndicale autorisée du canal de Ventavon-Saint-Tropez, n° 456661, Lebon T.

« Qui peut présenter des observations orales lors d'une procédure d'avis contentieux ? » : CE, sect., 9 déc. 2022, Association Sud-Artois pour la protection de l'environnement et autres, n° 463563, Lebon

« On ne peut être médiateur et magistrat administratif dans la même affaire » : CE 29 déc. 2022, Société GEMCO, n° 459673, Lebon T.

« Nouvelle extension de la jurisprudence "Américains accidentels" : CE 19 déc. 2022, Uher, n° 461923, Lebon ; CE 7 oct. 2022, Fédération nationale des étudiants en kinésithérapie, n° 438233, Lebon T.

« Sanction administrative, rétroactivité *in mitius* et office du juge » : CE, sect., 7 oct. 2022, n° 443476, Société KF3 Plus, Lebon

« Annulation du jugement portant révocation d'un agent : quelles conséquences sur la décision de réintégration ? » : CE, sect., 9 déc. 2022, Département de Seine-Saint-Denis, n° 451500, Lebon

« Appel contre un jugement ayant procédé à une neutralisation de motifs » : CE 7 nov. 2022, Commune de Gometz-le-Châtel, n° 455195, Lebon T.

« Appel contre un jugement ayant omis de répondre à un moyen » : CE 7 nov. 2022, Commune de Biscarrosse, n° 461418, Lebon T.

« Cassation avec renvoi : à qui doit être notifiée la reprise d'instance ? » : CE 22 déc. 2022, Travert, n° 441300, Lebon T.

« Exécution d'une ordonnance de référé par la procédure de l'article L. 521-4 » : CE 15 nov. 2022, n° 466827, OIP, Lebon T.

« Rejet d'un recours dirigé contre un acte dont l'exécution avait été suspendue » : CE 21 déc. 2022, n° 441904, Caisse de retraite complémentaire des employés des huissiers de justice (CARCO), Lebon T.

38. Chronique de contentieux administratif 1er trimestre 2023 (décision de janvier à mars 2023), JCP A 2023, 2181

« Recours contre les mentions d'un rapport public : une recevabilité s'inspirant des jurisprudences Fairvesta/Numéricable et GISTI » : CE, 10 févr. 2023, Association Shri Ram Chandra Mission France et autre, n° 456954, Lebon

« Désistement post-clôture : absence d'obligation de rouvrir l'instruction » : CE, 17 févr. 2023, Commune de Pléneuf-Val-André, n° 450707, Lebon T.

« Observations sur un MOP produites après la clôture de l'instruction : obligation de les communiquer aux autres parties » : CE, 6 janv. 2023, M. Kohler, n° 449405, Lebon T.

« Désistement d'office pour défaut de production d'un mémoire complémentaire annoncé » : CE, 13 janv. 2023, Mme Shillingford, n° 452716, Lebon T.

« Le juge portant plainte contre un justiciable pour outrage à magistrat ne peut plus participer au jugement de sa requête » : CE, 21 mars 2023, M. Guillard, n° 456347, Lebon T.

« Pas de rejet par ordonnance lorsqu'une irrecevabilité soulevée en défense est régularisable » : CE, 30 mars 2023, M. Kister, n° 453389, Lebon T.

« Dispense de conclusions du rapporteur public : irrégularité de la décision en l'absence d'information du requérant » : CE, 17 févr. 2023, M. Drillet, n° 462051, Lebon T.

« Précisions sur la jurisprudence CFDT » : CE, 1<sup>er</sup> mars 2023, M. Staes et autre, n° 462648, Lebon T.

« Exécution d'une décision : l'administration peut mettre en œuvre des mesures équivalentes à celles ordonnées par le juge » : CE, 27 mars 2023, OIP, n° 452354, Lebon

« Le juge de l'excès de pouvoir et les atteintes structurelles : l'exemple des captures accidentelles de dauphins dans le golfe de Gascogne » : CE, 20 mars 2023, France Nature Environnement, Défense des milieux aquatiques et Sea Shepherd France, n° 449788, Lebon

« Absence d'application de la jurisprudence Américains accidentels en matière de contravention de grande voirie » : CE, 31 mars 2023, Association de protection de la plage de Boisvinet et son environnement, n° 470216, Lebon

« Le juge de cassation choisit lui-même les moyens fondant sa décision » : CE, 15 mars 2023, Mme Somoano, n° 452953, Lebon T.

### 39. Chronique de contentieux administratif du 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 (décisions d'avril à juin 2023), JCP A 2023, 2257

« Retenue sur traitement et jurisprudence Lafage » : CE, avis cont., 25 mai 2023, La Poste, n° 471035, Lebon

« La jurisprudence Driancourt peut être mise en œuvre à l'égard d'un acte non décisoire » : CE 28 avr. 2023, Mme Gepner et Société de Keating, n° 451211, Lebon T.

« Recours contre le refus d'abroger le décret de dissolution d'une association » : CE 20 avr. 2023, Association Pupu Here Ai'a Te Nunaa Ia'Ora, n° 458602, Lebon

« Saisine d'une juridiction par courrier électronique » : CE 4 mai 2023, Élections municipales complémentaires d'Ercourt, n° 469492, Lebon T.

« Intérêt à agir d'une société de paris en ligne contre le nouveau régime des jeux de hasard » : CE 14 avr. 2023, Société Betclie enterprises limited, n° 437248, Lebon T. ; CE 14 avr. 2023, Société Betclie enterprises limited, n° 439237, Lebon T.

« Rejet par ordonnance d'une requête tardive » : CE 7 juin 2023, Mme Gaillard, n° 458264, Lebon T.

« Affaire Commune de Grande-Synthe : un an pour agir » : CE 10 mai 2023, Commune de Grande-Synthe, n° 467982, Lebon

« Le juge des référés ne peut rectifier d'office l'erreur contenue dans une précédente ordonnance » : CE 19 juin 2023, Ministre des sports et des jeux olympiques et paralympiques c/ M. Dizey, n° 465978, Lebon T.

« Le juge du référé-mesures utiles ne peut ordonner la démolition d'une construction » : CE 14 avr. 2023, Société Cuisine éco-logique et diététique caribéenne et Société Immoroma, n° 466993, Lebon T.

40. Chronique de contentieux administratif du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 (décisions de juillet à septembre 2023), JCP A 2023, 2336.

« Le référé-liberté, un recours effectif pour contester le régime des fouilles des détenus » : CEDH, 6 juil. 2023, B.M. et autres c/ France, n° 84187/17

« Ouvrage public irrégulièrement implanté : un recours en démolition peut-il être formé plusieurs décennies après son implantation ? » : CE, 27 sept. 2023, Société Enedis, n° 466321, Lebon T.

« Délai raisonnable *Czabaj* : quelle mise en œuvre en cas de recours administratif, de demande d'aide juridictionnelle ou de saisine erronée d'une juridiction judiciaire ? » : CE, 5 juil. 2023, M. Juvillier, n° 465478, Lebon T. CE, avis cont., 12 juil. 2023, M. Metaoui, n° 474865, Lebon

« Le recours "Tarn-et-Garonne" soumis à la jurisprudence *Czabaj* » : CE, 19 juil. 2023, Société Seateam aviation, n° 465308, Lebon T.

« Cartographie des aléas concernant les risques de glissements de terrain : application de la jurisprudence GISTI en droit de l'urbanisme » : CE, 13 juil. 2023, Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires c/ M. Rayssac, n° 455800, Lebon T.

« Une question de droit nouvelle ne peut être adressée par une ordonnance R. 222-1 » : CE, avis cont., 19 juil. 2023, M. Kopmels, n° 472622, Lebon T.

« Absence de liaison du contentieux dans un litige portant sur le versement d'une somme d'argent : possibilité de rejet par ordonnance » : CE, 19 juil. 2023, M. Vial, n° 463520, Lebon T.

« Annulation d'un permis de construire : quelle autorité de chose jugée sur un refus de permis opposé antérieurement ou postérieurement sur le même projet ? » : CE, 21 sept. 2023, Société Alpes Constructions Contemporaines, n° 467076, Lebon

« Injonction de réexaminer une demande de permis de construire : quelles conditions pour la naissance d'une autorisation tacite ? » : CE, 20 juil. 2023, Société Développement d'études foncières et immobilières, n° 467318, Lebon T.

« Référé-suspension : possibilité de saisines successives et incidence sur un pourvoi antérieurement formé » : CE, sect., 22 sept. 2023, M. Hedrich, n° 472210, Lebon

« Référé-provision : régularisation en cours d'instance et effets de la saisine sur le délai de recours » : CE, avis cont., 7 juil. 2023, Mme Hubert, n° 471401, Lebon T.